

ACTUALITE JAPONAISE
MISE A JOUR DU 10 NOVEMBRE 2003

RESULTAT DES ELECTIONS LEGISLATIVES

300 SIEGES LOCAUX. 180 SIEGES A LA PROPORTIONNELLE.

MAJORITE : 241

COALITION GOUVERNEMENTALE : 275 [-12]

PLD : sièges locaux : 168 / sièges à la proportionnelle : 69 / total : 237 [-10]

NEW KOMEITO : sièges locaux : 9 / sièges à la proportionnelle : 25 / total : 34 [+3]

NPC : sièges locaux : 4 / sièges à la proportionnelle : 0 / total : 4 [|5]

OPPOSITION : 192 [+17]

PDJ : sièges locaux : 105 / sièges à la proportionnelle : 72 / total : 177 [+40]

PSDJ : sièges locaux : 1 / sièges à la proportionnelle : 5 / total : 6 [-12]

PCJ : sièges locaux : 0 / sièges à la proportionnelle : 9 / total : 9 [-11]

DIVERS : sièges locaux : 13 [-5]

PLD : Parti libéral démocrate. New Kômeitô (bouddhistes de la Sokagakkai)

NPC : Nouveau parti conservateur. **PDJ** : Parti démocrate japonais.

PSDJ : Parti social démocrate japonais (ex-socialiste). **PCJ** : Parti communiste japonais

Dans la partie proportionnelle du scrutin, le Parti démocrate arrive en tête avec 22 095 636 voix (37,38%), devançant le PLD (34,95%) de 1 435 449 voix.

Le New Kômeitô a obtenu 14,77%, le Parti communiste 7,74% et le PSDJ, 5,12%.

Jean-Marie Bouissou – Actualité Japonaise – 10 novembre 2003

<http://www.ceri-sciences-po.org/bouissou/quandlessumos.htm>

COMMENTAIRES

Une victoire étriquée de la coalition gouvernementale

La coalition gouvernementale a retrouvé sans surprise sa majorité, à peine réduite d'une douzaine de sièges. Mais cette victoire étriquée ne semble guère renforcer la position du premier ministre Koizumi.

Ce dernier avait fixé comme objectif au PLD de conserver la majorité absolue qu'il détenait seul à la Chambre basse, avec 247 sièges. Il lui en manque 4. Il pourrait toutefois rallier certains des 12 candidats élus comme « indépendants » pour franchir à l'arrachée la barre des 240 sièges.

L'incontestable popularité personnelle du Premier ministre ne s'est pas automatiquement traduite sous forme de votes pour les candidats PLD. Ses nombreux adversaires dans son propre camp vont en tirer argument pour arguer que les réformes qu'il prône ne sont pas populaires, et que le parti a été sauvé une fois de plus par ses vieilles troupes des rizières, de la boutique, des PME et des lobbies. Les parlementaires gouvernementaux, désormais tranquilles pour quatre ans, pourront revenir sans crainte aux jeux de la partitocratie paralysante avec lesquels M. Koizumi s'efforce de rompre depuis son arrivée au pouvoir.

La quasi-disparition du NPC fait du New Kômeitô le partenaire quasi unique du PLD. Une fois de plus, le parti lié à la secte Sokagakkai a fait la démonstration de sa capacité à mobiliser près de neuf millions d'électeurs. Dans la perspective des sénatoriales de l'été 2004 et en l'absence de tout autre partenaire de rechange pour le PLD, son poids politique devrait s'accroître.

Déception mitigée pour les démocrates

Les démocrates ont devancé le PLD en nombre de suffrages dans la partie proportionnelle du scrutin. Ils peuvent donc se targuer d'être devenus, d'une certaine manière, le premier parti du Japon.

Toutefois, ce succès symbolique n'est pas à la hauteur des ambitions affichées par Naoto Kan, le président du parti, qui s'était donné pour objectif la barre des 200 sièges. Surtout, le gain de 40 sièges enregistré par le PDJ ne traduit aucun mouvement d'opinion en sa faveur. Les 34,95% obtenus dans la partie proportionnelle du scrutin constituent un léger recul par rapport au résultat cumulé des démocrates et des libéraux en 2000 (35,3%). Le parti n'a pas réussi à mobiliser les électeurs flottants, qui représentent aujourd'hui près de 60 % de l'électorat japonais : l'abstention a progressé de près de trois points pour atteindre 40,3 % (le deuxième plus mauvais taux depuis 1945). La déception est particulièrement cruelle dans les grands mégapoles, où se concentre l'électorat jeune, moderne et libéré des pressions sociales traditionnelles qui devrait constituer son appui naturel : à Tokyo, le PLD a gagné deux sièges.

Les gains résultent uniquement d'un effet quasi mécanique de la fusion du PDJ avec le Parti libéral d'Ozawa deux mois avant le scrutin, qui a permis de présenter une candidature unique de l'opposition « crédible » dans la quasi-totalité des 300 circonscriptions locales. Le PDJ a pu ainsi enlever nombre de circonscriptions où le total des voix démocrates et libérales dépassait en 2000 les suffrages obtenus par le candidat PLD vainqueur. Mais l'essentiel de ses gains n'ont pas été réalisés sur le PLD, mais à l'intérieur même du camp de l'opposition, aux dépens de ce qui restait de la gauche japonaise.

La mort de la gauche historique et la bipolarisation « à l'américaine »

Machine à bipolariser, le mode de scrutin adopté en 1994 poursuit son œuvre. Il est douteux que ce qui restait de la gauche socialiste et communiste, réduite à 15 sièges, se relève un jour de la débâcle qu'elle vient de subir, pas plus que le NPC dans le camp gouvernemental.

Le paysage politique japonais commence à ressembler à celui des Etats-Unis. D'un côté un parti qui a les faveurs du *big business*, lié à d'innombrables lobbies, puissamment financé et appuyé par des clientèles bien constituées, partisan d'une politique étrangère plus affirmée (pp. 557-569) et porteur d'une idéologie plutôt axée sur les valeurs autoritaires et traditionnelles – assez semblables à ce que sont les Républicains, le messianisme sectaire en moins. De l'autre, un parti moins homogène et moins bien financé, davantage porté par l'électorat flottant quand celui-ci se mobilise, empreint d'une idéologie plus libérale, un peu plus soucieux de la manière dont la richesse est distribuée ou de préoccupations écologiques, et qui préserve encore un peu du pacifisme hérité de la défaite – ce qui n'est pas sans rappeler certains traits des Démocrates américains.

En ce sens, bien qu'elles n'aient apporté aucune surprise, les élections ont marqué une nouvelle étape du remodelage du paysage politique japonais en cours depuis le lancement de l'opération Social-démocratie à la fin des années 1980 (pp. 362-365). Deux grands partis à vocation gouvernementale sont désormais face à face et s'efforcent de mobiliser les électeurs sur des programmes de plus en plus nettement énoncés, au moins autant que par les moyens du clientélisme traditionnel et des *kôenkai* (pp.308-323). Si les démocrates parviennent à maintenir leur unité, à renforcer leur organisation et à gagner en crédibilité dans les années qui viennent, les prochaines élections pourraient être les leurs.